

# BULLETIN MENSUEL

de l'OBSERVATOIRE NATIONAL  
DE LA DÉLINQUANCE ET DES RÉPONSES PÉNALES



JUILLET  
2015

ISSN 2265-9110

## Criminalité et délinquance enregistrées

en juin 2015

Année de référence de l'histoire des statistiques de la délinquance, 1825 marque le début de la première série annuelle de données nationales sur la criminalité, le « Compte général de l'administration de la justice criminelle en France ».

La publication de ces chiffres a permis à l'époque à des auteurs francophones, dont le statisticien belge Adolphe QUÉTELET<sup>1</sup> (1796-1874) et le juriste français André-Michel GUERRY<sup>2</sup> (1802-1866), de mener des travaux pionniers<sup>3</sup> en statistique, sociologie et criminologie.

Or, un texte cité par Quételet dans le tome 2 de son « *Essai de physique sociale* » de 1835, retient toute l'attention de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). Il s'agit des « *Considérations sur la statistique des délits* » écrites en 1830 par Alphonse de CANDOLLE, un botaniste suisse ayant fait des études de droits.

À partir de ce document, Quételet introduit « une difficulté » que l'Observatoire rappelle dans chacun de ses bulletins mensuels: la « *somme totale de délits commis restera probablement inconnue à jamais* » et, par conséquent, « *tous les raisonnements auxquels elle servira de fondement seront plus ou moins fautifs* ».

En prenant connaissance des extraits des « *Considérations sur la statistique des délits* » disponibles en ligne<sup>4</sup>, on découvre surtout qu'Alphonse de CANDOLLE a développé dès 1830 un argumentaire présentant de grandes similitudes avec les textes à vocation méthodologique de l'ONDRP.

C'est notamment frappant lorsque Candolle nous explique que les nombres de « *délits que nous donnent les tableaux officiels publiés en France* » sont « *seulement [ceux] des délits qui viennent à la connaissance des autorités judiciaires* » si bien que « *c'est donc une expression bien inexacte de plusieurs documents officiels, de dire: il y a eu cette année tant de crimes commis* » alors qu'on « *devrait dire tant de crimes connus [...]* ».

Puis, dans sa conclusion, il est déjà conscient que la solution, si l'on souhaite éviter les « erreurs », viendra de la mesure du rapport entre « crimes connus » et « crimes commis »: « *Que si des documents officiels apprennent que dans tel pays, il vient à la connaissance des tribunaux tel nombre de délits, c'est un fait qui peut tenir à mille causes et qui peut même induire en erreur si l'on n'a aucune idée du rapport des crimes connus aux crimes inconnus pour chaque classe de délits.* »

••• (1) [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/cs104a.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/cs104a.pdf)

(2) <http://www.dataavis.ca/papiers/A.M.Guerry-Tours.pdf>

(3) André-Michel Guerry, « *Essai sur la statistique morale de la France* », 1833 - Adolphe Quételet, « *Sur l'homme et le développement de ses facultés, ou Essai de physique sociale* », 1835.

(4) [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ds\\_0378-7931\\_1987\\_num\\_11\\_4\\_1521](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ds_0378-7931_1987_num_11_4_1521)

Pour les atteintes aux personnes ou à leurs biens, ce rapport est mesuré annuellement en France depuis 2007, soit 177 ans après le texte prémonitoire d'Alphonse de CANDOLLE. Le procédé statistique qui permet cette mesure, l'enquête de victimation, a été inventé dans les années 1960 aux États-Unis. L'enquête française, intitulée « Cadre de vie et sécurité », a été conçue par l'ONDRP et l'INSEE.

Elle permet d'estimer la fréquence du taux de plainte pour des atteintes comme les vols ou les violences, ce qui donne précisément une « idée du rapport » entre les atteintes ayant fait l'objet d'une plainte et l'ensemble de celles déclarées par les personnes interrogées (voir tableau 1).

Ce que certains ont eu du mal à comprendre initialement, en dépit de l'exemple américain, c'est qu'en s'adressant directement à des échantillons de la population, un dispositif d'enquêtes annuelles de victimation n'est pas qu'une source complémentaire fournissant une estimation des taux de plainte. En effet, il permet en amont de constituer des séries annuelles autonomes de taux de victimation portant sur toutes les atteintes subies par les personnes ou leurs biens, y compris celles n'ayant fait l'objet d'aucun signalement.

Dans la France de 2015, l'existence de séries de taux de victimation annuels extraits des enquêtes « Cadre de vie et sécurité » sur une période de huit ans à ce jour<sup>5</sup>, et de neuf ans d'ici la fin de l'année, permet ainsi de disposer d'un outil de suivi des tendances qui se suffit à lui-même.

L'approche multi-sources préconisée par l'ONDRP signifie que la situation idéale est celle où ces tendances peuvent être confrontées à celles des statistiques sur les faits constatés par la police et la gendarmerie, dont les plus récentes sont diffusées dans le présent bulletin mensuel.

Pour autant, la situation inédite dans laquelle la France se trouve depuis 2012, en raison d'une rupture de continuité des séries de faits constatés ayant d'abord eu lieu en zone gendarmerie avant de s'étendre en zone police courant 2013, a apporté la démonstration, si besoin était, que la victimation ne nécessite pas d'autre données pour fournir des évolutions exploitables. Cela est d'autant plus vrai qu'avec un rythme annuel, on peut distinguer en 12 mois maximum les nouvelles tendances des artefacts statistiques auquel un dispositif d'enquêtes peut être exposé.

\* \* \*

Aujourd'hui, tout usage des chiffres de la police et de la gendarmerie en lieu et place des nombre des « délits commis », et en amont, toute initiative tendant, volontairement ou par omission, à encourager un tel usage, serait en conséquence doublement « fautif », pour reprendre le terme choisi par Quételet.

Non seulement car cela entretiendrait l'illusion, pourtant dénoncer depuis près de deux siècles, que des statistiques administratives sur la délinquance, nécessairement partielles, pourraient à elles seules en fournir la mesure mais de plus, parce que cela nécessiterait de faire comme si l'outil d'enregistrement des faits constatés permettait toujours de procéder à des comparaisons dans le temps alors qu'il connaît depuis plus de trois ans de profondes ruptures de continuité.

La situation actuelle avait été largement anticipée par la mission d'inspection qui avait été mandatée début 2013 pour étudier la rupture en zone gendarmerie.

Dans son rapport de juillet 2013<sup>6</sup>, elle écrivait : « La mise en service du LRPPN produira vraisemblablement dans la police nationale, en 2013 et jusqu'en 2015, une rupture de même nature dont l'ampleur quantitative ne peut être prédite, dans la mesure où le déploiement de l'outil dans un nombre significatif de départements ne s'est produit qu'à la fin des travaux de la mission. En tout état de cause, la rupture dans la police nationale sera plus progressive et étalée dans le temps et moins aisément différenciable de l'évolution spontanée de la délinquance. »

La mission estimait que « les statistiques de la délinquance enregistrée par la police nationale ne ser[ai]ent pas fiabilisées en données brutes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 »<sup>7</sup>, sachant que « cette hypothèse optimiste [était] basée sur un déploiement complet de LRPPN en mode connecté avant l'été 2014. » Il se pourrait donc que « la première année fiable ne [puisse] être alors que l'année 2017 », si bien que « les premières comparaisons annuelles de données brutes ne pourr[ai]ent être effectuées qu'en 2018. »

Dans le présent bulletin, l'ONDRP se propose d'illustrer les effets des phénomènes avérés ou potentiels de ruptures en zone police ou en zone gendarmerie sous forme de tableaux détaillés par index d'infractions (tableaux 2.1 et 2.2). Il ajoute qu'il serait très intéressé par une démarche de terrain permettant de mieux comprendre la nature des processus qui sont à l'origine des phénomènes ainsi exposés.

\* \* \*

L'Observatoire consacre une part importante de ses publications à la pédagogie sur les questions de méthode. Son souci constant de transparence lui permet, en particulier, d'insister sur les limites des statistiques qu'il diffuse, limites dont il faut tenir compte afin d'éviter les présentations et les interprétations erronées.

Stéfan LOLLIVIER  
Inspecteur général de l'INSEE  
Président du conseil d'orientation de l'ONDRP

- (5) Voir les documents (Textes, Tableaux et Infographie) du chapitre « La victimation lors des enquêtes Cadre de vie et sécurité de 2007 à 2014 » (<http://www.inhesj.fr/fr/ondrp/les-publications/rapports-annuels>)
- (6) <http://www.interieur.gouv.fr/content/download/63449/458227/file/13051-13027-01-enregistrement-des-plaintes.pdf>
- (7) *Ibid.* (page 9).



# BULLETIN MENSUEL

de l'OBSERVATOIRE NATIONAL  
DE LA DÉLINQUANCE  
ET DES RÉPONSES PÉNALES

JUILLET  
2015

## SOMMAIRE

<b>LES TAUX DE PLAINTÉ MESURÉS DANS LES ENQUÊTES « CADRE DE VIE ET SÉCURITÉ » DE 2011 À 2014 .....</b>	<b>4</b>
<b>LES FAITS CONSTATÉS PAR LES SERVICES DE POLICE ET LES UNITÉS DE GENDARMERIE DE JUIN 2014 À MAI 2015 .....</b>	<b>5</b>
Illustrations des phénomènes considérés par l'ONDRP comme des ruptures statistiques en zone gendarmerie .....	6
Illustrations des phénomènes considérés par l'ONDRP comme des ruptures statistiques en zone police .....	7
<b>TABLEAUX SUR LES FAITS CONSTATÉS DE CRIMES ET DÉLITS NON ROUTIERS ENREGISTRÉS PAR LA POLICE OU PAR LA GENDARMERIE SUR 12 MOIS GLISSANTS DE MAI 2012 À MAI 2015.....</b>	<b>9</b>
<b>LA MAIN COURANTE INFORMATISÉE .....</b>	<b>19</b>

**Tableau 1.** Répartition des atteintes faisant l'objet de questions de victimation dans les enquêtes « Cadre de vie et sécurité » de 2011 à 2014 selon l'estimation de leur taux de plainte déduite des réponses des ménages, des personnes de 14 ans et plus ou des personnes de 18 à 75 ans se déclarant victimes.

Taux de plainte* moyen sur la période de référence	Atteintes dont les ménages ou les personnes de 14 ans et plus se sont déclarés victimes	Personnes de 14 ans et plus s'étant déclarées victimes	Personnes de 18 à 75 ans s'étant déclarées victimes
Période de référence	2010 à 2013	2009-2010 à 2012-2013	2009-2010 à 2012-2013
De 90 % à 100 %	Vols de voiture (hors tentative)		
De 80 % à moins de 90 %			
De 70 % à moins de 80 %	Vols de deux-roues à moteur (hors tentative) Cambriolages de la résidence principale (hors tentative)		
De 60 % à moins de 70 %	Vols personnels avec violences ou menaces (hors tentative)		
De 50 % à moins de 60 %			
De 40 % à moins de 50 %			
De 30 % à moins de 40 %	Tentatives de vol de voiture Vols personnels sans violence ni menace (hors tentative) Vols d'objets dans ou sur la voiture (hors tentative) Tentatives de cambriolage de la résidence principale		
De 20 % à moins de 30 %	Vols sans effraction dans la résidence principale Tentative de vols d'objets dans ou sur la voiture	Violences physiques hors ménage	
De 10 % à moins de 20 %	Tentatives de vol de deux-roues à moteur Vols de vélos (hors tentative) Actes de vandalisme contre la voiture	Menaces hors ménage	
Moins de 10 %	Actes de vandalisme contre le logement Tentatives de vol personnel Tentatives de vol de vélo	Injures hors ménage	Violences sexuelles hors ménage Violences physiques ou sexuelles intra ménage

Champ: Ménages ou Personnes de 14 ans et plus (colonne 2), Personnes de 14 ans et plus (colonne 3), Personnes de 18 à 75 ans (colonne 4), France métropolitaine.

Source : Enquêtes « Cadre de vie et sécurité », 2011 à 2014, INSEE.

\* Le calcul du taux de plainte varie en fonction de la nature de l'atteinte. On considère que chacun des modes de calcul fournit une estimation de l'ordre de grandeur de la fréquence de la plainte.

Pour les atteintes aux biens des ménages et les vols personnels, le taux de plainte est obtenu en rapportant le nombre estimé d'atteintes suivies d'une plainte à celui du total des atteintes déclarées par les ménages ou les personnes de 14 ans et plus.

Pour les atteintes hors ménage déclarées par les 14 ans et plus ou pour les violences sexuelles hors ménage déclarées par les personnes de 18 à 75 ans, le taux de plainte est obtenu en rapportant le nombre estimé de victimes ayant porté plainte pour l'atteinte la plus récente sur deux ans à leur nombre total.

Pour les violences physiques ou sexuelles intra-ménage, le taux de plainte est obtenu en rapportant le nombre estimé de victimes ayant porté plainte pour l'une au moins des atteintes déclarées sur 2 ans à leur nombre total. On considère que chacun des modes de calcul fournit une estimation de l'ordre de grandeur de la fréquence de la plainte.

Le bulletin mensuel de l'ONDRP a été conçu il y a près de 10 ans afin de répondre, à titre principal, à la question suivante : combien de crimes et délits non routiers ont-ils été enregistrés par la police ou la gendarmerie au cours des 12 derniers mois disponibles en comparaison des 12 mois précédents ?

Une telle comparaison perd tout ou partie de son sens si entre les deux périodes de 12 mois qu'on souhaite comparer, la façon dont les chiffres ont été collectés diffère. C'est un scénario qui peut notamment se produire lorsque l'outil d'enregistrement change, ce qui a été le cas en 2012 en zone gendarmerie, et de 2013 à avril 2015, en zone police.

L'Observatoire ne dispose cependant pas d'informations lui permettant d'établir si l'entrée en service des nouvelles applications de saisie des procédures a effectivement entraîné une modification de leur mode d'enregistrement statistique, ce que l'ONDRP appelle une rupture. Au mieux, il en perçoit les effets les plus visibles à partir des chiffres qui lui sont transmis par le ministère de l'Intérieur.

C'est ainsi qu'il en est arrivé à la conclusion que depuis 2012 en zone gendarmerie et depuis fin 2013 en zone police, un certain nombre de séries statistiques sur les faits constatés ont connu avec une très forte probabilité une rupture de continuité, rendant invalides les comparaisons dans le temps, si ce n'est pour illustrer la notion de « rupture très probable ».

L'objet du présent chapitre est précisément de proposer divers exemples illustratifs des phénomènes en cours. Il s'agit donc d'un contenu à vocation méthodologique.

Dans un tel contexte, l'Observatoire invite donc chacun à la plus grande prudence dans l'exploitation des données sur la délinquance enregistrée.

# ILLUSTRATIONS DES PHÉNOMÈNES CONSIDÉRÉS PAR L'ONDRP COMME DES RUPTURES STATISTIQUES EN ZONE GENDARMERIE

**Tableau 2.1.** Faits constatés sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 en France métropolitaine pour les index d'infractions ayant connu avec une «forte certitude» un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir «Les résultats de l'étude de la mission» à partir de la page 160 en Annexe 33 )<sup>8</sup>.

Index	Faits constatés* par la Gendarmerie Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Juin 2013 à Mai 2014	Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2015	
						En Nombre	En %
	<b>Atteintes aux biens</b>						
	<b>Vols liés aux véhicules à moteur</b>						
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	38 107	45 962	50 372	46 093	+ 7 986	+ 21,0
	<b>Cambriolages</b>						
30	Cambriolages d'autres lieux	19 586	23 280	25 622	25 904	+ 6 318	+ 32,3
	<b>Vols simples contre des particuliers</b>						
32	Vols à la tire	18 425	24 393	26 769	26 134	+ 7 709	+ 41,8
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	83 760	79 895	82 692	80 463	- 3 297	- 3,9
	<b>Vols violents sans arme</b>						
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	2 765	2 790	3 230	3 139	+ 374	+ 13,5
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	3 830	3 948	4 625	4 381	+ 551	+ 14,4
	<b>Destructions, dégradations</b>						
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	12 384	17 518	18 167	18 150	+ 5 766	+ 46,6
	<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique</b>						
	<b>Violences physiques non crapuleuses</b>						
7	Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans ou plus ("Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels")	52 769	58 048	60 332	61 736	+ 8 967	+ 17,0
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	4 974	7 641	8 964	9 904	+ 4 930	+ 99,1
73	Violences à dépositaires autorité	3 988	4 905	5 164	5 246	+ 1 258	+ 31,5
	<b>Violences sexuelles</b>						
47	Viols sur des mineur(e)s	2 547	2 986	3 372	3 229	+ 682	+ 26,8
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	1 441	1 840	2 085	2 256	+ 815	+ 56,6
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	3 387	4 952	5 312	5 810	+ 2 423	+ 71,5
	<b>Menaces et chantages</b>						
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	1 867	2 283	2 636	2 829	+ 962	+ 51,5
12	Menaces ou chantages dans un autre but	16 217	21 329	24 690	27 180	+ 10 963	+ 67,6
	<b>Escroqueries et infractions économique et financières</b>						
89	Falsification et usages de chèques volés	17 263	21 863	20 613	23 350	+ 6 087	+ 35,3
92	Infractions à la législation sur les chèques	3 889	3 384	3 229	3 438	- 451	- 11,6
84	Faux en écriture publique et authentique	741	692	664	566	- 175	- 23,6
85	Autres faux en écriture	2 627	3 263	3 736	3 835	+ 1 208	+ 46,0
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	406	593	602	519	+ 113	+ 27,8
106	Autres délits économiques et financiers	740	456	529	579	- 161	- 21,8
	<b>Infractions révélées par l'action des services</b>						
	<b>Faux documents</b>						
83	Autres faux documents administratifs	1 247	1 694	1 907	2 080	+ 833	+ 66,8
	<b>Infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP</b>						
50	Atteintes sexuelles	4 696	4 066	4 319	4 629	- 67	- 1,4
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	9 806	10 037	14 496	16 240	+ 6 434	+ 65,6

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions figurant dans le tableau ci-dessus ont tous en commun d'avoir été signalés comme ayant connu un «décalage dû à l'outil» (d'enregistrement de la Gendarmerie nationale) avec une «certitude» qualifiée de «forte» par la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 à l'exception de l'index 7 (Voir note \* du tableau 2.GN).

••• (8) <http://www.interieur.gouv.fr/content/download/63448/458217/file/13051-13027-01-enregistrement-des-plaintes-annexes.pdf>

# ILLUSTRATIONS DES PHÉNOMÈNES CONSIDÉRÉS PAR L'ONDRP COMME POUVANT RESULTER, AU MOINS EN PARTIE, DE RUPTURES STATISTIQUES EN ZONE POLICE

**Tableau 2.2.** Faits constatés sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 en France métropolitaine en zone police pour les index d'infractions\* dont les variations sur 12 mois entre mai 2013 et mai 2015 soulèvent, au minimum, des interrogations quant à la continuité des pratiques d'enregistrement les concernant.

Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Juin 2013 à Mai 2014	Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2015	
						En Nombre	En %
	<b>Atteintes aux biens</b>						
	<b>Vois liés aux véhicules à moteur</b>						
37	Vois à la roulotte	163 855	165 344	171 795	175 370	+ 10 026	+ 6,1
38	Vois d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	81 099	81 734	79 381	70 760	- 10 974	- 13,4
	<b>Cambriolages</b>						
28	Cambriolages de résidences secondaires	2 417	2 819	3 383	4 757	+ 1 938	+ 68,7
30	Cambriolages d'autres lieux	35 278	37 049	40 987	49 958	+ 12 909	+ 34,8
	<b>Vois simples contre des particuliers</b>						
32	Vois à la tire	73 034	82 540	93 233	101 748	+ 19 208	+ 23,3
	<b>Vois violents avec armes blanches</b>						
22	Autres vois avec armes blanches	6 130	6 207	5 975	4 215	- 1 992	- 32,1
	<b>Vois violents sans arme</b>						
25	Vois violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	48 941	52 854	51 665	43 532	- 9 322	- 17,6
	<b>Destructions, dégradations</b>						
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	134 453	126 518	110 745	75 749	- 50 769	- 40,1
	<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique</b>						
	<b>Violences physiques non crapuleuses</b>						
10	Séquestrations	1 694	1 664	1 763	2 759	+ 1 095	+ 65,8
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	13 847	14 162	17 790	23 466	+ 9 304	+ 65,7
	<b>Violences sexuelles</b>						
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	4 165	4 210	4 446	5 318	+ 1 108	+ 26,3
	<b>Menaces et chantages</b>						
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	7 200	7 295	7 414	9 098	+ 1 803	+ 24,7
	<b>Escoqueries et infractions économique et financières</b>						
84	Faux en écriture publique et authentique	1 227	1 467	1 166	713	- 754	- 51,4
85	Autres faux en écriture	4 060	3 901	4 544	5 088	+ 1 187	+ 30,4
	<b>Infractions révélées par l'action des services</b>						
	<b>Infractions à la législation sur les stupéfiants</b>						
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	3 074	2 526	1 983	826	- 1 700	- 67,3
	<b>Infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP</b>						
50	Atteintes sexuelles	9 715	9 564	8 302	7 698	- 1 866	- 19,5
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	18 499	18 636	21 552	25 893	+ 7 257	+ 38,9
14	Violations de domicile	4 327	4 445	5 066	6 662	+ 2 217	+ 49,9

Champ : Police nationale

Source : État 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'État 4001 annuel, ONDRP

\* Hors cas particuliers des infractions de type «escoqueries aux cartes bancaires» et «ventes à la sauvette» (Voir notes concernant les index 90/91 d'une part, et 106 d'autre part, au Tableau 3.PN) et en dehors des infractions à la législation sur les étrangers (Voir note concernant les index 69 à 71 au Tableau 4.PN).



**TABLEAUX SUR LES FAITS CONSTATÉS  
DE CRIMES ET DÉLITS NON ROUTIERS  
ENREGISTRÉS PAR LA POLICE OU  
PAR LA GENDARMERIE SUR 12 MOIS  
GLISSANTS DE MAI 2012 À MAI 2015**





# TABLEAUX SUR LES FAITS CONSTATÉS DE CRIMES ET DÉLITS NON ROUTIERS ENREGISTRÉS PAR LA POLICE OU PAR LA GENDARMERIE SUR 12 MOIS GLISSANTS DE MAI 2012 À MAI 2015

## ATTEINTES AUX BIENS

**Tableau 1-PN** Les faits constatés d'**Atteintes aux biens** enregistrés par la **police nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

**Tableau 1-GN** Les faits constatés d'**Atteintes aux biens** enregistrés par la **gendarmerie nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

## ATTEINTES VOLONTAIRES À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE

**Tableau 2-PN** Les faits constatés d'**Atteintes volontaires à l'intégrité physique** enregistrés par la **police nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

**Tableau 2-GN** Les faits constatés d'**Atteintes volontaires à l'intégrité physique** enregistrés par la **gendarmerie nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

## ESCROQUERIES ET INFRACTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

**Tableau 3-PN** Les faits constatés d'**Escroqueries et infractions économiques et financières** enregistrés par la **police nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

**Tableau 3-GN** Les faits constatés d'**Escroqueries et infractions économiques et financières** enregistrés par la **gendarmerie nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

## INFRACTIONS RÉVÉLÉES PAR L'ACTION DES SERVICES

**Tableau 4-PN** Les faits constatés d'**Infractions révélées par l'action des services** enregistrés par la **police nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

**Tableau 4-GN** Les faits constatés d'**Infractions révélées par l'action des services** enregistrés par la **gendarmerie nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

## INFRACTIONS N'APPARTENANT PAS À UN DES INDICATEURS DE L'ONDRP

**Tableau 5-PN** Les faits constatés d'**Infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP** enregistrés par la **police nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

**Tableau 5-GN** Les faits constatés d'**Infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP** enregistrés par la **gendarmerie nationale** en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.

\* \* \*

**Tableau I-PN. Les faits constatés d'Atteintes aux biens enregistrés par la Police Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %*		En nombre	En %*		En nombre	En %*
	<b>Atteintes aux biens</b>	<b>1 504 799</b>	<b>1 528 845</b>	<b>+ 24 046</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>1 547 354</b>	<b>+ 18 509</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>1 488 956</b>	<b>- 58 398</b>	<b>- 3,8</b>
	<b>Vois sans violence</b>	<b>1 105 547</b>	<b>1 135 108</b>	<b>+ 29 561</b>	<b>+ 2,7</b>	<b>1 176 256</b>	<b>+ 41 148</b>	<b>+ 3,6</b>	<b>1 175 473</b>	<b>- 783</b>	<b>- 0,1</b>
	<b>Vois liés aux véhicules à moteur</b>	<b>371 944</b>	<b>368 234</b>	<b>- 3 710</b>	<b>- 1,0</b>	<b>368 952</b>	<b>+ 718</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>361 501</b>	<b>- 7 451</b>	<b>- 2,0</b>
35	Vois d'automobiles	72 317	70 961	- 1 356	- 1,9	70 372	- 589	- 0,8	70 749	+ 377	+ 0,5
37	Vois à la roulotte	163 855	165 344	+ 1 489	+ 0,9	171 795	+ 6 451	+ 3,9	175 370	+ 3 575	+ 2,1
38	Vois d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	81 099	81 734	+ 635	+ 0,8	79 381	- 2 353	- 2,9	70 760	- 8 621	- 10,9
36	Vois de véhicules motorisés à 2 roues	54 547	50 062	- 4 485	- 8,2	47 283	- 2 779	- 5,6	44 487	- 2 796	- 5,9
34	Vois de véhicules de transport avec fret	126	133	+ 7	+ 5,6	121	- 12	- 9,0	135	+ 14	+ 11,6
	<b>Cambriolages</b>	<b>199 203</b>	<b>210 530</b>	<b>+ 11 327</b>	<b>+ 5,7</b>	<b>214 819</b>	<b>+ 4 289</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>216 908</b>	<b>+ 2 089</b>	<b>+ 1,0</b>
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	130 374	139 267	+ 8 893	+ 6,8	139 183	- 84	- 0,1	132 243	- 6 940	- 5,0
28	Cambriolages de résidences secondaires	2 417	2 819	+ 402	+ 16,6	3 383	+ 564	+ 20,0	4 757	+ 1 374	+ 40,6
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	31 134	31 395	+ 261	+ 0,8	31 266	- 129	- 0,4	29 950	- 1 316	- 4,2
30	Cambriolages d'autres lieux	35 278	37 049	+ 1 771	+ 5,0	40 987	+ 3 938	+ 10,6	49 958	+ 8 971	+ 21,9
	<b>Vois simples contre des particuliers</b>	<b>421 033</b>	<b>441 915</b>	<b>+ 20 882</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>477 913</b>	<b>+ 35 998</b>	<b>+ 8,1</b>	<b>489 907</b>	<b>+ 11 994</b>	<b>+ 2,5</b>
32	Vois à la tire	73 034	82 540	+ 9 506	+ 13,0	93 233	+ 10 693	+ 13,0	101 748	+ 8 515	+ 9,1
42	Autres vois simples contre des particuliers dans des locaux privés	105 362	102 234	- 3 128	- 3,0	108 629	+ 6 395	+ 6,3	117 779	+ 9 150	+ 8,4
43	Autres vois simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	242 637	257 141	+ 14 504	+ 6,0	276 051	+ 18 910	+ 7,4	270 380	- 5 671	- 2,1
	<b>Autres vois sans violence</b>	<b>113 367</b>	<b>114 429</b>	<b>+ 1 062</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>114 572</b>	<b>+ 236</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>107 157</b>	<b>- 4 957</b>	<b>- 4,3</b>
31	Vois avec entrée par ruse en tous lieux	5 859	6 158	+ 299	+ 5,1	6 524	+ 366	+ 5,9	6 146	- 378	- 5,8
33	Vois à l'étalage	55 483	57 200	+ 1 717	+ 3,1	57 056	- 144	- 0,3	52 287	- 4 769	- 8,4
39	Vois simples sur chantier	6 844	6 495	- 349	- 5,1	6 509	+ 14	+ 0,2	6 699	+ 190	+ 2,9
40	Vois simples sur exploitations agricoles	136	134	- 2	- 1,5	201	+ 67	+ 50,0	346	+ 145	+ 72,1
41	Autres vois simples contre des établissements publics ou privés	45 045	44 442	- 603	- 1,3	44 282	- 160	- 0,4	41 679	- 2 603	- 5,9
	<b>Vois avec violences</b>	<b>110 371</b>	<b>114 123</b>	<b>+ 3 752</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>111 837</b>	<b>- 2 286</b>	<b>- 2,0</b>	<b>96 871</b>	<b>- 14 966</b>	<b>- 13,4</b>
	<b>Vois à main armée</b>	<b>4 098</b>	<b>4 186</b>	<b>+ 88</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>3 724</b>	<b>- 462</b>	<b>- 11,0</b>	<b>3 429</b>	<b>- 295</b>	<b>- 7,9</b>
15	Vois à main armée contre des établissements financiers	182	161	- 21	- 11,5	114	- 47	- 29,2	95	- 19	- 16,7
16	Vois à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	2 395	2 537	+ 142	+ 5,9	2 177	- 360	- 14,2	1 758	- 419	- 19,2
17	Vois à main armée contre des entreprises de transports de fonds	52	38	- 14	- 26,9	22	- 16	- 42,1	29	+ 7	+ 31,8
18	Vois à main armée contre des particuliers à leur domicile	362	421	+ 59	+ 16,3	435	+ 14	+ 3,3	517	+ 82	+ 18,9
19	Autres vois à main armée	1 107	1 029	- 78	- 7,0	976	- 53	- 5,2	1 030	+ 54	+ 5,5
	<b>Vois avec armes blanches</b>	<b>7 430</b>	<b>7 523</b>	<b>+ 93</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>7 089</b>	<b>- 434</b>	<b>- 5,8</b>	<b>5 128</b>	<b>- 1 961</b>	<b>- 27,7</b>
20	Vois avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	813	802	- 11	- 1,4	671	- 131	- 16,3	511	- 160	- 23,8
21	Vois avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	487	514	+ 27	+ 5,5	443	- 71	- 13,8	402	- 41	- 9,3
22	Autres vois avec armes blanches	6 130	6 207	+ 77	+ 1,3	5 975	- 232	- 3,7	4 215	- 1 760	- 29,5
	<b>Vois violents sans arme</b>	<b>98 843</b>	<b>102 414</b>	<b>+ 3 571</b>	<b>+ 3,6</b>	<b>101 024</b>	<b>- 1 390</b>	<b>- 1,4</b>	<b>88 314</b>	<b>- 12 710</b>	<b>- 12,6</b>
23	Vois violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	560	554	- 6	- 1,1	626	+ 72	+ 13,0	760	+ 134	+ 21,4
24	Vois violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	848	980	+ 132	+ 15,6	959	- 21	- 2,1	1 157	+ 198	+ 20,6
25	Vois violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	48 941	52 854	+ 3 913	+ 8,0	51 665	- 1 189	- 2,2	43 532	- 8 133	- 15,7
26	Vois violents sans arme contre d'autres victimes	48 494	48 026	- 468	- 1,0	47 774	- 252	- 0,5	42 865	- 4 909	- 10,3
	<b>Destructions, dégradations</b>	<b>288 881</b>	<b>279 614</b>	<b>- 9 267</b>	<b>- 3,2</b>	<b>259 261</b>	<b>- 20 353</b>	<b>- 7,3</b>	<b>216 612</b>	<b>- 42 649</b>	<b>- 16,5</b>
62	Incendies volontaires de biens publics	3 403	2 968	- 435	- 12,8	3 094	+ 126	+ 4,2	3 510	+ 416	+ 13,4
63	Incendies volontaires de biens privés	27 745	25 238	- 2 507	- 9,0	23 347	- 1 891	- 7,5	22 782	- 565	- 2,4
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	13	13	0	-	25	+ 12	-	31	+ 6	+ 24,0
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	51	77	+ 26	+ 51,0	33	- 44	- 57,1	54	+ 21	+ 63,6
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	20 724	21 991	+ 1 267	+ 6,1	21 927	- 64	- 0,3	20 554	- 1 373	- 6,3
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	102 492	102 809	+ 317	+ 0,3	100 090	- 2 719	- 2,6	93 932	- 6 158	- 6,2
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	134 453	126 518	- 7 935	- 5,9	110 745	- 15 773	- 12,5	75 749	- 34 996	- 31,6

Champ : Police nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Lorsque le nombre de faits constatés est trop faible (moins de 20 faits, selon le seuil choisi), la variation sur 12 mois exprimée en % n'est pas proposée car elle n'est pas significative.

**Tableau 1-GN. Les faits constatés d'Atteintes aux biens enregistrés par la Gendarmerie Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Gendarmerie Nationale* en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %*		En nombre	En %*		En nombre	En %*
	<b>Atteintes aux biens*</b>	<b>626 188</b>	<b>669 517</b>	<b>+ 43 329</b>	<b>+ 6,9</b>	<b>694 114</b>	<b>+ 24 597</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>672 351</b>	<b>- 21 763</b>	<b>- 3,1</b>
	<b>Vols sans violence*</b>	<b>568 323</b>	<b>603 853</b>	<b>+ 35 530</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>624 898</b>	<b>+ 21 045</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>603 948</b>	<b>- 20 950</b>	<b>- 3,4</b>
	<b>Vols liés aux véhicules à moteur*</b>	<b>174 663</b>	<b>181 166</b>	<b>+ 6 503</b>	<b>+ 3,7</b>	<b>188 843</b>	<b>+ 7 677</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>185 464</b>	<b>- 3 379</b>	<b>- 1,8</b>
35	Vols d'automobiles	41 464	40 737	- 727	- 1,8	40 032	- 705	- 1,7	38 151	- 1 881	- 4,7
37	Vols à la roulotte	80 192	80 308	+ 116	+ 0,1	84 417	+ 4 109	+ 5,1	87 291	+ 2 874	+ 3,4
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	38 107	45 962	+ 7 855	+ 20,6	50 372	+ 4 410	+ 9,6	46 093	- 4 279	- 8,5
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	14 717	13 966	- 751	- 5,1	13 839	- 127	- 0,9	13 683	- 156	- 1,1
34	Vols de véhicules de transport avec fret	183	193	+ 10	+ 5,5	183	- 10	- 5,2	246	+ 63	+ 34,4
	<b>Cambriolages*</b>	<b>139 057</b>	<b>157 020</b>	<b>+ 17 963</b>	<b>+ 12,9</b>	<b>156 851</b>	<b>- 169</b>	<b>- 0,1</b>	<b>145 548</b>	<b>- 11 303</b>	<b>- 7,2</b>
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	78 990	89 720	+ 10 730	+ 13,6	84 294	- 5 426	- 6,0	76 844	- 7 450	- 8,8
28	Cambriolages de résidences secondaires	11 836	13 140	+ 1 304	+ 11,0	13 786	+ 646	+ 4,9	13 073	- 713	- 5,2
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	28 645	30 880	+ 2 235	+ 7,8	33 149	+ 2 269	+ 7,3	29 727	- 3 422	- 10,3
30	Cambriolages d'autres lieux*	19 586	23 280	+ 3 694	+ 18,9	25 622	+ 2 342	+ 10,1	25 904	+ 282	+ 1,1
	<b>Vols simples contre des particuliers*</b>	<b>190 702</b>	<b>196 000</b>	<b>+ 5 298</b>	<b>+ 2,8</b>	<b>208 503</b>	<b>+ 12 503</b>	<b>+ 6,4</b>	<b>205 174</b>	<b>- 3 329</b>	<b>- 1,6</b>
32	Vols à la tire*	18 425	24 393	+ 5 968	+ 32,4	26 769	+ 2 376	+ 9,7	26 134	- 635	- 2,4
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés*	83 760	79 895	- 3 865	- 4,6	82 692	+ 2 797	+ 3,5	80 463	- 2 229	- 2,7
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	88 517	91 712	+ 3 195	+ 3,6	99 042	+ 7 330	+ 8,0	98 577	- 465	- 0,5
	<b>Autres vols sans violence</b>	<b>63 901</b>	<b>69 667</b>	<b>+ 1 341</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>70 701</b>	<b>+ 680</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>67 762</b>	<b>- 2 273</b>	<b>- 3,2</b>
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	2 382	2 232	- 150	- 6,3	2 368	+ 136	+ 6,1	2 444	+ 76	+ 3,2
33	Vols à l'étalage	11 831	13 392	+ 1 561	+ 13,2	14 220	+ 828	+ 6,2	13 172	- 1 048	- 7,4
39	Vols simples sur chantier	9 894	9 824	- 70	- 0,7	9 540	- 284	- 2,9	8 239	- 1 301	- 13,6
40	Vols simples sur exploitations agricoles	8 579	10 069	+ 1 490	+ 17,4	10 780	+ 711	+ 7,1	10 109	- 671	- 6,2
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	31 215	34 150	+ 2 935	+ 9,4	33 793	- 357	- 1,0	33 798	+ 5	+ 0,0
	<b>Vols avec violences*</b>	<b>9 795</b>	<b>9 943</b>	<b>+ 148</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>10 892</b>	<b>+ 949</b>	<b>+ 9,5</b>	<b>10 201</b>	<b>- 691</b>	<b>- 6,3</b>
	<b>Vols à main armée</b>	<b>1 298</b>	<b>1 303</b>	<b>+ 5</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>1 108</b>	<b>- 195</b>	<b>- 15,0</b>	<b>1 018</b>	<b>- 90</b>	<b>- 8,1</b>
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	50	45	- 5	- 10,0	35	- 10	- 22,2	43	+ 8	+ 22,9
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	640	706	+ 66	+ 10,3	629	- 77	- 10,9	490	- 139	- 22,1
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	7	2	- 5	-	2	0	-	0	- 2	-
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	260	278	+ 18	+ 6,9	231	- 47	- 16,9	247	+ 16	+ 6,9
19	Autres vols à main armée	341	272	- 69	- 20,2	211	- 61	- 22,4	238	+ 27	+ 12,8
	<b>Vols avec armes blanches</b>	<b>1 169</b>	<b>1 120</b>	<b>- 49</b>	<b>- 4,2</b>	<b>1 088</b>	<b>- 32</b>	<b>- 2,9</b>	<b>848</b>	<b>- 240</b>	<b>- 22,1</b>
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	227	263	+ 36	+ 15,9	225	- 38	- 14,4	189	- 36	- 16,0
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	182	174	- 8	- 4,4	174	0	0,0	133	- 41	- 23,6
22	Autres vols avec armes blanches	760	683	- 77	- 10,1	689	+ 6	+ 0,9	526	- 163	- 23,7
	<b>Vols violents sans arme*</b>	<b>7 328</b>	<b>7 520</b>	<b>+ 192</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>8 696</b>	<b>+ 1 176</b>	<b>+ 15,6</b>	<b>8 335</b>	<b>- 361</b>	<b>- 4,2</b>
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	222	229	+ 7	+ 3,2	241	+ 12	+ 5,2	231	- 10	- 4,1
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	511	553	+ 42	+ 8,2	600	+ 47	+ 8,5	584	- 16	- 2,7
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public*	2 765	2 790	+ 25	+ 0,9	3 230	+ 440	+ 15,8	3 139	- 91	- 2,8
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes*	3 830	3 948	+ 118	+ 3,1	4 625	+ 677	+ 17,1	4 381	- 244	- 5,3
	<b>Destructions, dégradations*</b>	<b>48 070</b>	<b>55 721</b>	<b>+ 7 651</b>	<b>+ 15,9</b>	<b>58 324</b>	<b>+ 2 603</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>58 202</b>	<b>- 122</b>	<b>- 0,2</b>
62	Incendies volontaires de biens publics	1 139	1 468	+ 329	+ 28,9	1 684	+ 216	+ 14,7	1 445	- 239	- 14,2
63	Incendies volontaires de biens privés	6 267	6 228	- 39	- 0,6	6 179	- 49	- 0,8	6 323	+ 144	+ 2,3
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	7	2	- 5	-	8	+ 6	-	4	- 4	-
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	37	45	+ 8	+ 21,6	21	- 24	- 53,3	17	- 4	-
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	13 859	14 311	+ 452	+ 3,3	15 607	+ 1 296	+ 9,1	15 833	+ 226	+ 1,4
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	14 377	16 149	+ 1 772	+ 12,3	16 658	+ 509	+ 3,2	16 430	- 228	- 1,4
68	Destructions et dégradations de véhicules privés*	12 384	17 518	+ 5 134	+ 41,5	18 167	+ 649	+ 3,7	18 150	- 17	- 0,1

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

\*\* Lorsque le nombre de faits constatés est trop faible (moins de 20 faits, selon le seuil choisi), la variation exprimée en proportion n'est pas proposée par l'Observatoire car, dans ce cas, de faibles variations en volume peuvent correspondre à de fortes variations en pourcentage qui seraient alors trompeuses.

**Tableau 2-PN. Les faits constatés d'Atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la Police Nationale en France métropolitaine sur 12 mois mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %*		En nombre	En %*		En nombre	En %*
	<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique**</b>	<b>367 494</b>	<b>369 323</b>	<b>+ 1 829</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>378 892</b>	<b>+ 9 569</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>377 451</b>	<b>- 1 441</b>	<b>- 0,4</b>
	<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique (hors Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants)**</b>	<b>353 647</b>	<b>355 161</b>	<b>+ 1 514</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>361 102</b>	<b>+ 5 941</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>353 985</b>	<b>- 7 117</b>	<b>- 2,0</b>
	<b>Violences physiques crapuleuses</b>	<b>110 486</b>	<b>114 234</b>	<b>+ 3 748</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>111 964</b>	<b>- 2 270</b>	<b>- 2,0</b>	<b>96 987</b>	<b>- 14 977</b>	<b>- 13,4</b>
	<b>Volts avec violences</b>	<b>110 371</b>	<b>114 123</b>	<b>+ 3 752</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>111 837</b>	<b>- 2 286</b>	<b>- 2,0</b>	<b>96 871</b>	<b>- 14 966</b>	<b>- 13,4</b>
	Volts à main armée	4 098	4 186	+ 88	+ 2,1	3 724	- 462	- 11,0	3 429	- 295	- 7,9
	Volts avec armes blanches	7 430	7 523	+ 93	+ 1,3	7 089	- 434	- 5,8	5 128	- 1 961	- 27,7
	Volts violents sans arme	98 843	102 414	+ 3 571	+ 3,6	101 024	- 1 390	- 1,4	88 314	- 12 710	- 12,6
2	<b>Violences physiques crapuleuses (hors vol violent)</b> Homicides pour voler et à l'occasion de vols	17	19	+ 2	-	15	- 4	-	8	- 7	-
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	38	41	+ 3	+ 7,9	61	+ 20	+ 48,8	54	- 7	- 11,5
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	44	43	- 1	- 2,3	37	- 6	- 14,0	45	+ 8	+ 21,6
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	16	8	- 8	-	14	+ 6	-	9	- 5	-
	<b>Violences physiques non crapuleuses**</b>	<b>177 548</b>	<b>174 363</b>	<b>- 3 185</b>	<b>- 1,8</b>	<b>182 642</b>	<b>+ 8 279</b>	<b>+ 4,7</b>	<b>189 026</b>	<b>+ 6 384</b>	<b>+ 3,5</b>
	<b>Violences physiques non crapuleuses (hors Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants)**</b>	<b>163 701</b>	<b>160 201</b>	<b>- 3 500</b>	<b>- 2,1</b>	<b>164 852</b>	<b>+ 4 651</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>165 560</b>	<b>+ 708</b>	<b>+ 0,4</b>
7	Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans ou plus ("Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels")	136 177	133 349	- 2 828	- 2,1	137 331	+ 3 982	+ 3,0	136 757	- 574	- 0,4
3	Homicides pour d'autres motifs	350	331	- 19	- 5,4	342	+ 11	+ 3,3	379	+ 37	+ 10,8
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	924	914	- 10	- 1,1	904	- 10	- 1,1	1 176	+ 272	+ 30,1
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	19	25	+ 6	-	25	0	0,0	30	+ 5	+ 20,0
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	81	70	- 11	- 13,6	78	+ 8	+ 11,4	65	- 13	- 16,7
9	Prises d'otages dans un autre but	8	9	+ 1	-	20	+ 11	-	16	- 4	-
10	Séquestrations	1 694	1 664	- 30	- 1,8	1 763	+ 99	+ 5,9	2 759	+ 996	+ 56,5
52	<b>Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants**</b>	<b>13 847</b>	<b>14 162</b>	<b>+ 315</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>17 790</b>	<b>+ 3 628</b>	<b>+ 25,6</b>	<b>23 466</b>	<b>+ 5 676</b>	<b>+ 31,9</b>
73	Violences à dépositaires autorité	24 448	23 839	- 609	- 2,5	24 389	+ 550	+ 2,3	24 378	- 11	- 0,0
	<b>Violences sexuelles</b>	<b>15 705</b>	<b>16 061</b>	<b>+ 356</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>16 634</b>	<b>+ 573</b>	<b>+ 3,6</b>	<b>18 373</b>	<b>+ 1 739</b>	<b>+ 10,5</b>
46	Viols sur des majeur(e)s	3 411	3 416	+ 5	+ 0,1	3 475	+ 59	+ 1,7	3 878	+ 403	+ 11,6
47	Viols sur des mineur(e)s	2 877	3 095	+ 218	+ 7,6	3 121	+ 26	+ 0,8	3 241	+ 120	+ 3,8
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	4 165	4 210	+ 45	+ 1,1	4 446	+ 236	+ 5,6	5 318	+ 872	+ 19,6
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	5 252	5 340	+ 88	+ 1,7	5 592	+ 252	+ 4,7	5 936	+ 344	+ 6,2
	<b>Menaces et chantages</b>	<b>63 755</b>	<b>64 665</b>	<b>+ 910</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>67 652</b>	<b>+ 2 987</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>73 065</b>	<b>+ 5 413</b>	<b>+ 8,0</b>
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	7 200	7 295	+ 95	+ 1,3	7 414	+ 119	+ 1,6	9 098	+ 1 684	+ 22,7
12	Menaces ou chantages dans un autre but	56 555	57 370	+ 815	+ 1,4	60 238	+ 2 868	+ 5,0	63 967	+ 3 729	+ 6,2

Champ : Police nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Lorsque le nombre de faits constatés est trop faible (moins de 20 faits, selon le seuil choisi), la variation sur 12 mois exprimée en % n'est pas proposée car elle n'est pas significative.

\*\* Voir «Préambule sur les faits constatés de «Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants»».

**Tableau 2-GN. Les faits constatés d'Atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la Gendarmerie Nationale\* en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Gendarmerie Nationale* en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %**		En nombre	En %**		En nombre	En %**
	<b>Atteintes volontaires à l'intégrité physique*</b>	<b>99 665</b>	<b>116 740</b>	<b>+ 17 075</b>	<b>+ 17,1</b>	<b>126 506</b>	<b>+ 9 766</b>	<b>+ 8,4</b>	<b>131 548</b>	<b>+ 5 042</b>	<b>+ 4,0</b>
	<b>Violences physiques crapuleuses*</b>	<b>9 860</b>	<b>9 993</b>	<b>+ 133</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>10 974</b>	<b>+ 981</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>10 250</b>	<b>- 724</b>	<b>- 6,6</b>
	<b>Vols avec violences*</b>	<b>9 795</b>	<b>9 943</b>	<b>+ 148</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>10 892</b>	<b>+ 949</b>	<b>+ 9,5</b>	<b>10 201</b>	<b>- 691</b>	<b>- 6,3</b>
	Vols à main armée	1 298	1 303	+ 5	+ 0,4	1 108	- 195	- 15,0	1 018	- 90	- 8,1
	Vols avec armes blanches	1 169	1 120	- 49	- 4,2	1 088	- 32	- 2,9	848	- 240	- 22,1
	Vols violents sans arme*	7 328	7 520	+ 192	+ 2,6	8 696	+ 1 176	+ 15,6	8 335	- 361	- 4,2
	<b>Violences physiques crapuleuses (hors vol violent)</b>										
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	13	12	- 1	-	13	+ 1	-	6	- 7	-
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	20	14	- 6	-	26	+ 12	-	16	- 10	-
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	19	11	- 8	-	21	+ 10	-	8	- 13	-
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	13	13	0	-	22	+ 9	-	19	- 3	-
	<b>Violences physiques non crapuleuses*</b>	<b>62 814</b>	<b>71 772</b>	<b>+ 8 958</b>	<b>+ 14,3</b>	<b>75 656</b>	<b>+ 3 884</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>78 157</b>	<b>+ 2 501</b>	<b>+ 3,3</b>
7	Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans ou plus ("Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels")*	52 769	58 048	+ 5 279	+ 10,0	60 332	+ 2 284	+ 3,9	61 736	+ 1 404	+ 2,3
3	Homicides pour d'autres motifs	226	194	- 32	- 14,2	180	- 14	- 7,2	172	- 8	- 4,4
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	294	378	+ 84	+ 28,6	387	+ 9	+ 2,4	430	+ 43	+ 11,1
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	31	35	+ 4	+ 12,9	23	- 12	- 34,3	46	+ 23	+ 100,0
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	35	37	+ 2	+ 5,7	40	+ 3	+ 8,1	53	+ 13	+ 32,5
9	Prises d'otages dans un autre but	4	10	+ 6	-	14	+ 4	-	14	0	-
10	Séquestrations	493	524	+ 31	+ 6,3	552	+ 28	+ 5,3	556	+ 4	+ 0,7
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants*	4 974	7 641	+ 2 667	+ 53,6	8 964	+ 1 323	+ 17,3	9 904	+ 940	+ 10,5
73	Violences à dépositaires autorité*	3 988	4 905	+ 917	+ 23,0	5 164	+ 259	+ 5,3	5 246	+ 82	+ 1,6
	<b>Violences sexuelles*</b>	<b>8 907</b>	<b>11 363</b>	<b>+ 2 456</b>	<b>+ 27,6</b>	<b>12 550</b>	<b>+ 1 187</b>	<b>+ 10,4</b>	<b>13 132</b>	<b>+ 582</b>	<b>+ 4,6</b>
46	Viols sur des majeur(e)s	1 532	1 585	+ 53	+ 3,5	1 781	+ 196	+ 12,4	1 837	+ 56	+ 3,1
47	Viols sur des mineur(e)s*	2 547	2 986	+ 439	+ 17,2	3 372	+ 386	+ 12,9	3 229	- 143	- 4,2
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s*	1 441	1 840	+ 399	+ 27,7	2 085	+ 245	+ 13,3	2 256	+ 171	+ 8,2
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s*	3 387	4 952	+ 1 565	+ 46,2	5 312	+ 360	+ 7,3	5 810	+ 498	+ 9,4
	<b>Menaces et chantages*</b>	<b>18 084</b>	<b>23 612</b>	<b>+ 5 528</b>	<b>+ 30,6</b>	<b>27 326</b>	<b>+ 3 714</b>	<b>+ 15,7</b>	<b>30 009</b>	<b>+ 2 683</b>	<b>+ 9,8</b>
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds*	1 867	2 283	+ 416	+ 22,3	2 636	+ 353	+ 15,5	2 829	+ 193	+ 7,3
12	Menaces ou chantages dans un autre but*	16 217	21 329	+ 5 112	+ 31,5	24 690	+ 3 361	+ 15,8	27 180	+ 2 490	+ 10,1

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions de type « atteintes volontaires à l'intégrité physique » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent. L'index 7, « Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels », est aussi souligné car l'Observatoire a pu vérifier à partir de travaux menés en janvier 2014 que le scénario de « rampe semestrielle » évoqué avec « une certitude moyenne » par la mission en juillet 2013 était bien le plus vraisemblable.

\*\* Lorsque le nombre de faits constatés est trop faible (moins de 20 faits, selon le seuil choisi), la variation exprimée en proportion n'est pas proposée par l'Observatoire car, dans ce cas, de faibles variations en volume peuvent correspondre à de fortes variations en pourcentage qui seraient alors trompeuses.



**Tableau 3-PN. Les faits constatés d'Escoqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la Police Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %
	<b>Escoqueries et infractions économiques et financières* **</b>	<b>208 413</b>	<b>207 261</b>	<b>- 1 152</b>	<b>- 0,6</b>	<b>221 136</b>	<b>+ 13 875</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>237 126</b>	<b>+ 15 990</b>	<b>+ 7,2</b>
	<b>Escoqueries et infractions assimilées*</b>	<b>191 360</b>	<b>189 061</b>	<b>- 2 299</b>	<b>- 1,2</b>	<b>198 471</b>	<b>+ 9 410</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>215 706</b>	<b>+ 17 235</b>	<b>+ 8,7</b>
91	<b>Escoqueries et abus de confiance*</b>	<b>106 314</b>	<b>102 297</b>	<b>- 4 017</b>	<b>- 3,8</b>	<b>111 521</b>	<b>+ 9 224</b>	<b>+ 9,0</b>	<b>113 853</b>	<b>+ 2 332</b>	<b>+ 2,1</b>
89	Falsification et usages de chèques volés	40 226	40 760	+ 534	+ 1,3	38 207	- 2 553	- 6,3	44 280	+ 6 073	+ 15,9
90	<b>Falsification et usages de cartes de crédit*</b>	<b>34 217</b>	<b>35 243</b>	<b>+ 1 026</b>	<b>+ 3,0</b>	<b>38 118</b>	<b>+ 2 875</b>	<b>+ 8,2</b>	<b>47 434</b>	<b>+ 9 316</b>	<b>+ 24,4</b>
92	Infractions à la législation sur les chèques	4 340	4 275	- 65	- 1,5	3 482	- 793	- 18,5	1 984	- 1 498	- 43,0
84	Faux en écriture publique et authentique	1 227	1 467	+ 240	+ 19,6	1 166	- 301	- 20,5	713	- 453	- 38,9
85	Autres faux en écriture	4 060	3 901	- 159	- 3,9	4 544	+ 643	+ 16,5	5 088	+ 544	+ 12,0
86	Fausse monnaie	976	1 118	+ 142	+ 14,5	1 433	+ 315	+ 28,2	2 354	+ 921	+ 64,3
	<b>Infractions économiques et financières**</b>	<b>17 053</b>	<b>18 200</b>	<b>+ 1 147</b>	<b>+ 6,7</b>	<b>22 665</b>	<b>+ 4 465</b>	<b>+ 24,5</b>	<b>21 420</b>	<b>- 1 245</b>	<b>- 5,5</b>
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	863	662	- 201	- 23,3	571	- 91	- 13,7	754	+ 183	+ 32,0
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	108	121	+ 13	+ 12,0	116	- 5	- 4,1	117	+ 1	+ 0,9
93	Travail clandestin	5 102	5 439	+ 337	+ 6,6	5 400	- 39	- 0,7	5 410	+ 10	+ 0,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	2 064	2 114	+ 50	+ 2,4	2 163	+ 49	+ 2,3	2 160	- 3	- 0,1
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	126	149	+ 23	+ 18,3	136	- 13	- 8,7	84	- 52	- 38,2
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	1 014	1 004	- 10	- 1,0	981	- 23	- 2,3	935	- 46	- 4,7
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	131	109	- 22	- 16,8	129	+ 20	+ 18,3	226	+ 97	+ 75,2
102	Achats et ventes sans factures	116	54	- 62	- 53,4	73	+ 19	+ 35,2	39	- 34	- 46,6
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	517	536	+ 19	+ 3,7	515	- 21	- 3,9	700	+ 185	+ 35,9
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	896	794	- 102	- 11,4	848	+ 54	+ 6,8	1 099	+ 251	+ 29,6
105	Fraudes fiscales	579	592	+ 13	+ 2,2	511	- 81	- 13,7	488	- 23	- 4,5
106	<b>Autres délits économiques et financiers**</b>	<b>5 537</b>	<b>6 626</b>	<b>+ 1 089</b>	<b>+ 19,7</b>	<b>11 222</b>	<b>+ 4 596</b>	<b>+ 69,4</b>	<b>9 408</b>	<b>- 1 814</b>	<b>- 16,2</b>

Champ : Police nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* L'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) a signalé en février 2010 dans son bulletin mensuel (<http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm-fevrier-2010.pdf>) que « D'après certaines informations dont dispose l'ONDRP, il semble que les policiers et les gendarmes ont reçu des instructions des parquets afin de ne plus enregistrer les usages frauduleux de carte bancaire sans dépossession de la carte parmi les faits constatés de délits. Ce changement de pratique s'il devait être confirmé pourrait expliquer une partie de la baisse des faits constatés sur les 12 derniers mois, en particulier celle des « falsification et usages de cartes de crédit » ».

Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escoqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles. En août 2011, une note du ministère de la Justice a permis de clarifier les pratiques en vigueur : elle encourage les policiers et les gendarmes à remettre aux personnes victimes d'une fraude à la carte bancaire sans dépossession matérielle un formulaire leur permettant d'obtenir de leur banque le remboursement des sommes débitées frauduleusement sans avoir à formellement déposer plainte.

Cette note a entraîné, selon l'ONDRP (Voir Bulletin mensuel de septembre 2011, [http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm\\_septembre\\_2011.pdf](http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_septembre_2011.pdf), et après un an de mise en œuvre de la note, le bulletin mensuel de septembre 2012, [http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm\\_septembre\\_2012.pdf](http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_septembre_2012.pdf)) une très forte baisse du nombre de faits constatés d'« escoqueries et abus de confiance » et de « falsification et usages de cartes de crédit ».

Or, entre 2010 et 2012, d'après les résultats de l'enquête « Cadre de vie et sécurité » INSEE-ONDRP, la proportion de ménages se déclarant victime de débit frauduleux sur compte bancaire a connu une augmentation très significative (Voir Repères 27, [http://www.inhesj.fr/sites/default/files/reperes\\_27-v3.pdf](http://www.inhesj.fr/sites/default/files/reperes_27-v3.pdf)), une tendance à la hausse qui est convergente avec les statistiques portant sur l'année 2012 publiées en juillet 2013 par l'Observatoire de la sécurité des cartes de paiement. Dans son communiqué de presse (<http://www.banque-france.fr/observatoire/telechar/2013/Rapport-annuel-2012-Communique-de-presse.pdf>), on peut y lire que « pour l'ensemble des paiements par carte, le taux de fraude s'établit pour l'année 2012 à 0,080 %, en légère augmentation pour la cinquième année consécutive, correspondant à un montant total de fraude de 450,7 millions d'euros (contre 0,077 % et 413,2 millions d'euros en 2011). »

Dans ce contexte de forte augmentation, les nombres de faits constatés d'« escoqueries et abus de confiance » et de « falsification et usages de cartes de crédit » ne sont plus susceptibles de fournir des informations en tendance depuis la fin 2009. C'est pourquoi, l'ONDRP ne commente plus ces statistiques, si ce n'est pour expliquer comment des décisions administratives ont fait perdre tout intérêt statistique à son troisième indicateur, les « escoqueries et infractions économiques et financières ».

\*\* Depuis la loi du 14 mars 2011, le délit de vente à la sauvette, soit « le fait, sans autorisation ou déclaration régulière, d'offrir, de mettre en vente ou d'exposer en vue de la vente des biens ou d'exercer toute autre profession dans les lieux publics en violation des dispositions réglementaires sur la police de ces lieux », a été créé. Ils sont enregistrés à l'index 106, parmi les « autres délits économiques et financiers ». Cette création explique très vraisemblablement la forte variation sur 12 mois glissants observées en mars 2014.

**Tableau 3-GN. Les faits constatés d'Escoqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la Gendarmerie Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Gendarmerie Nationale* en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %
	<b>Escoqueries et infractions économiques et financières*</b>	<b>104 209</b>	<b>109 408</b>	<b>+ 5 199</b>	<b>+ 5,0</b>	<b>119 949</b>	<b>+ 10 541</b>	<b>+ 9,6</b>	<b>121 981</b>	<b>+ 2 032</b>	<b>+ 1,7</b>
	<b>Escoqueries et infractions assimilées*</b>	<b>93 404</b>	<b>98 221</b>	<b>+ 4 817</b>	<b>+ 5,2</b>	<b>107 665</b>	<b>+ 9 444</b>	<b>+ 9,6</b>	<b>110 362</b>	<b>+ 2 697</b>	<b>+ 2,5</b>
91	<b>Escoqueries et abus de confiance**</b>	<b>63 170</b>	<b>63 986</b>	<b>+ 816</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>73 653</b>	<b>+ 9 667</b>	<b>+ 15,1</b>	<b>72 887</b>	<b>- 766</b>	<b>- 1,0</b>
89	Falsification et usages de chèques volés*	17 263	21 863	+ 4 600	+ 26,6	20 613	- 1 250	- 5,7	23 350	+ 2 737	+ 13,3
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	5 364	4 763	- 601	- 11,2	5 461	+ 698	+ 14,7	5 915	+ 454	+ 8,3
92	Infractions à la législation sur les chèques*	3 889	3 384	- 505	- 13,0	3 229	- 155	- 4,6	3 438	+ 209	+ 6,5
84	Faux en écriture publique et authentique*	741	692	- 49	- 6,6	664	- 28	- 4,0	566	- 98	- 14,8
85	Autres faux en écriture*	2 627	3 263	+ 636	+ 24,2	3 736	+ 473	+ 14,5	3 835	+ 99	+ 2,6
86	Fausse monnaie	350	270	- 80	- 22,9	309	+ 39	+ 14,4	371	+ 62	+ 20,1
	<b>Infractions économiques et financières*</b>	<b>10 805</b>	<b>11 187</b>	<b>+ 382</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>12 284</b>	<b>+ 1 097</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>11 619</b>	<b>- 665</b>	<b>- 5,4</b>
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	656	577	- 79	- 12,0	650	+ 73	+ 12,7	566	- 84	- 12,9
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	82	81	- 1	- 1,2	96	+ 15	+ 18,5	129	+ 33	+ 34,4
93	Travail clandestin	4 668	5 184	+ 516	+ 11,1	5 510	+ 326	+ 6,3	4 950	- 560	- 10,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	649	621	- 28	- 4,3	704	+ 83	+ 13,4	473	- 231	- 32,8
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	185	145	- 40	- 21,6	150	+ 5	+ 3,4	137	- 13	- 8,7
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	409	513	+ 104	+ 25,4	632	+ 119	+ 23,2	647	+ 15	+ 2,4
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence*	406	593	+ 187	+ 46,1	602	+ 9	+ 1,5	519	- 83	- 13,8
102	Achats et ventes sans factures	325	263	- 62	- 19,1	231	- 32	- 12,2	294	+ 63	+ 27,3
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	640	570	- 70	- 10,9	684	+ 114	+ 20,0	686	+ 2	+ 0,3
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	1 741	2 004	+ 263	+ 15,1	2 273	+ 269	+ 13,4	2 363	+ 90	+ 4,0
105	Fraudes fiscales	304	180	- 124	- 40,8	223	+ 43	+ 23,9	276	+ 53	+ 23,8
106	Autres délits économiques et financiers*	740	456	- 284	- 38,4	529	+ 73	+ 16,0	579	+ 50	+ 9,5

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions de type « escoqueries et infractions économiques et financières » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

\*\* Voir note \* Tableau 3.PN.

**Tableau 4-PN. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la Police Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %
	<b>Infractions révélées par l'action des services*</b>	<b>290 798</b>	<b>253 131</b>	- 37 667	- 13,0	<b>233 031</b>	- 20 100	- 7,9	<b>230 086</b>	- 2 945	- 1,3
	<b>Infractions révélées par l'action des services (hors infractions à la législation sur les étrangers)*</b>	<b>210 383</b>	<b>208 965</b>	- 1 418	- 0,7	<b>212 557</b>	+ 3 592	+ 1,7	<b>212 366</b>	- 191	- 0,1
	<b>Infractions à la législation sur les stupéfiants</b>	<b>136 876</b>	<b>136 840</b>	- 36	- 0,0	<b>140 281</b>	+ 3 441	+ 2,5	<b>140 597</b>	+ 316	+ 0,2
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	4 609	5 068	+ 459	+ 10,0	5 517	+ 449	+ 8,9	5 782	+ 265	+ 4,8
56	Usage-revente de stupéfiants	8 767	9 119	+ 352	+ 4,0	9 963	+ 844	+ 9,3	12 158	+ 2 195	+ 22,0
57	Usage de stupéfiants	120 426	120 127	- 299	- 0,2	122 818	+ 2 691	+ 2,2	121 831	- 987	- 0,8
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	3 074	2 526	- 548	- 17,8	1 983	- 543	- 21,5	826	- 1 157	- 58,3
	<b>Infractions à la législation sur les étrangers*</b>	<b>80 415</b>	<b>44 166</b>	- 36 249	- 45,1	<b>20 474</b>	- 23 692	- 53,6	<b>17 720</b>	- 2 754	- 13,5
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers*	<b>72 548</b>	<b>37 053</b>	- 35 495	- 48,9	<b>13 296</b>	- 23 757	- 64,1	<b>11 363</b>	- 1 933	- 14,5
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers*	<b>3 624</b>	<b>3 502</b>	- 122	- 3,4	<b>3 710</b>	+ 208	+ 5,9	<b>3 625</b>	- 85	- 2,3
71	Autres infractions à la police des étrangers*	<b>4 243</b>	<b>3 611</b>	- 632	- 14,9	<b>3 468</b>	- 143	- 4,0	<b>2 732</b>	- 736	- 21,2
	<b>Faux documents</b>	<b>11 225</b>	<b>11 814</b>	+ 589	+ 5,2	<b>10 997</b>	- 817	- 6,9	<b>10 561</b>	- 436	- 4,0
81	Faux documents d'identité	5 875	5 972	+ 97	+ 1,7	5 534	- 438	- 7,3	5 642	+ 108	+ 2,0
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	2 866	3 013	+ 147	+ 5,1	2 839	- 174	- 5,8	2 550	- 289	- 10,2
83	Autres faux documents administratifs	2 484	2 829	+ 345	+ 13,9	2 624	- 205	- 7,2	2 369	- 255	- 9,7
	<b>Infractions à la législation sur le travail</b>	<b>7 292</b>	<b>7 702</b>	+ 410	+ 5,6	<b>7 699</b>	- 3	- 0,0	<b>7 654</b>	- 45	- 0,6
93	Travail clandestin	5 102	5 439	+ 337	+ 6,6	5 400	- 39	- 0,7	5 410	+ 10	+ 0,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	2 064	2 114	+ 50	+ 2,4	2 163	+ 49	+ 2,3	2 160	- 3	- 0,1
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	126	149	+ 23	+ 18,3	136	- 13	- 8,7	84	- 52	- 38,2
	<b>Autres infractions révélées par l'action des services</b>	<b>54 990</b>	<b>52 609</b>	- 2 381	- 4,3	<b>53 580</b>	+ 971	+ 1,8	<b>53 554</b>	- 26	- 0,0
44	Recels	24 494	24 485	- 9	- 0,0	25 917	+ 1 432	+ 5,8	26 067	+ 150	+ 0,6
74	Port ou détention armes prohibées	28 454	26 349	- 2 105	- 7,4	25 826	- 523	- 2,0	25 163	- 663	- 2,6
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	621	504	- 117	- 18,8	526	+ 22	+ 4,4	1 000	+ 474	+ 90,1
76	Délits des courses et des jeux	350	300	- 50	- 14,3	190	- 110	- 36,7	223	+ 33	+ 17,4
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	159	178	+ 19	+ 11,9	207	+ 29	+ 16,3	430	+ 223	+ 107,7
79	Atteintes à l'environnement	345	351	+ 6	+ 1,7	376	+ 25	+ 7,1	385	+ 9	+ 2,4
80	Chasse et pêche	82	80	- 2	- 2,4	66	- 14	- 17,5	33	- 33	- 50,0
45	Proxénétisme	485	362	- 123	- 25,4	472	+ 110	+ 30,4	253	- 219	- 46,4

Champ : Police nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un État tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 ([http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir\\_36394.pdf](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf)), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



**Tableau 4-GN. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la Gendarmerie Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Gendarmerie Nationale* en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %***
	<b>Infractions révélées par l'action des services* **</b>	<b>85 698</b>	<b>93 983</b>	+ 8 285	+ 9,7	<b>98 468</b>	+ 4 485	+ 4,8	<b>101 052</b>	+ 2 584	+ 2,6
	<b>Infractions révélées par l'action des services (hors infractions à la législation sur les étrangers)* **</b>	<b>76 555</b>	<b>87 963</b>	+ 11 408	+ 14,9	<b>96 359</b>	+ 8 396	+ 9,5	<b>99 679</b>	+ 3 320	+ 3,4
	<b>Infractions à la législation sur les stupéfiants</b>	<b>47 963</b>	<b>56 164</b>	+ 8 201	+ 17,1	<b>62 080</b>	+ 5 916	+ 10,5	<b>64 766</b>	+ 2 686	+ 4,3
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	1 089	1 128	+ 39	+ 3,6	1 211	+ 83	+ 7,4	1 267	+ 56	+ 4,6
56	Usage-revente de stupéfiants	7 116	6 679	- 437	- 6,1	7 270	+ 591	+ 8,8	6 649	- 621	- 8,5
57	Usage de stupéfiants	35 388	44 170	+ 8 782	+ 24,8	49 247	+ 5 077	+ 11,5	52 614	+ 3 367	+ 6,8
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	4 370	4 187	- 183	- 4,2	4 352	+ 165	+ 3,9	4 236	- 116	- 2,7
	<b>Infractions à la législation sur les étrangers**</b>	<b>9 143</b>	<b>6 020</b>	- 3 123	- 34,2	<b>2 109</b>	- 3 911	- 65,0	<b>1 373</b>	- 736	- 34,9
69	<b>Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**</b>	<b>8 532</b>	<b>5 390</b>	- 3 142	- 36,8	<b>1 546</b>	- 3 844	- 71,3	<b>1 002</b>	- 544	- 35,2
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	367	309	- 58	- 15,8	208	- 101	- 32,7	169	- 39	- 18,8
71	Autres infractions à la police des étrangers**	244	321	+ 77	+ 31,6	355	+ 34	+ 10,6	202	- 153	- 43,1
	<b>Faux documents*</b>	<b>2 849</b>	<b>3 252</b>	+ 403	+ 14,1	<b>3 511</b>	+ 259	+ 8,0	<b>3 844</b>	+ 333	+ 9,5
81	Faux documents d'identité	633	578	- 55	- 8,7	535	- 43	- 7,4	584	+ 49	+ 9,2
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	969	980	+ 11	+ 1,1	1 069	+ 89	+ 9,1	1 180	+ 111	+ 10,4
83	Autres faux documents administratifs*	1 247	1 694	+ 447	+ 35,8	1 907	+ 213	+ 12,6	2 080	+ 173	+ 9,1
	<b>Infractions à la législation sur le travail</b>	<b>5 502</b>	<b>5 950</b>	+ 448	+ 8,1	<b>6 364</b>	+ 414	+ 7,0	<b>5 560</b>	- 804	- 12,6
93	Travail clandestin	4 668	5 184	+ 516	+ 11,1	5 510	+ 326	+ 6,3	4 950	- 560	- 10,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	649	621	- 28	- 4,3	704	+ 83	+ 13,4	473	- 231	- 32,8
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	185	145	- 40	- 21,6	150	+ 5	+ 3,4	137	- 13	- 8,7
	<b>Autres infractions révélées par l'action des services</b>	<b>20 241</b>	<b>22 597</b>	+ 2 356	+ 11,6	<b>24 404</b>	+ 1 807	+ 8,0	<b>25 509</b>	+ 1 105	+ 4,5
44	Recels	11 125	13 046	+ 1 921	+ 17,3	13 650	+ 604	+ 4,6	14 785	+ 1 135	+ 8,3
74	Port ou détention armes prohibées	4 854	5 489	+ 635	+ 13,1	6 287	+ 798	+ 14,5	7 058	+ 771	+ 12,3
59	Délits de débits de boissons et infraction à la réglementation sur l'alcool et le tabac	375	377	+ 2	+ 0,5	361	- 16	- 4,2	335	- 26	- 7,2
76	Délits des courses et des jeux	23	28	+ 5	+ 21,7	18	- 10	-	17	- 1	-
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	83	108	+ 25	+ 30,1	80	- 28	- 25,9	89	+ 9	+ 11,3
79	Atteintes à l'environnement	2 416	2 207	- 209	- 8,7	2 318	+ 111	+ 5,0	1 927	- 391	- 16,9
80	Chasse et pêche	1 282	1 262	- 20	- 1,6	1 593	+ 331	+ 26,2	1 210	- 383	- 24,0
45	Proxénétisme	83	80	- 3	- 3,6	97	+ 17	+ 21,3	88	- 9	- 9,3

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions de type « Infractions révélées par l'action des services » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

\*\* Voir note \* Tableau 4.PN

\*\*\* Lorsque le nombre de faits constatés est trop faible (moins de 20 faits, selon le seuil choisi), la variation exprimée en proportion n'est pas proposée par l'Observatoire car, dans ce cas, de faibles variations en volume peuvent correspondre à de fortes variations en pourcentage qui seraient alors trompeuses.

**Tableau 5-PN. Les faits constatés d'infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP enregistrés par la Police Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**



Index	Faits constatés par la Police Nationale en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %
50	Atteintes sexuelles	9 715	9 564	- 151	- 1,6	8 302	- 1 262	- 13,2	7 698	- 604	- 7,3
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	18 499	18 636	+ 137	+ 0,7	21 552	+ 2 916	+ 15,6	25 893	+ 4 341	+ 20,1
14	Violations de domicile	4 327	4 445	+ 118	+ 2,7	5 066	+ 621	+ 14,0	6 662	+ 1 596	+ 31,5
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	11 476	10 804	- 672	- 5,9	11 144	+ 340	+ 3,1	10 527	- 617	- 5,5
54	Non versement de pension alimentaire	6 168	6 411	+ 243	+ 3,9	6 216	- 195	- 3,0	5 470	- 746	- 12,0
72	Outrages à dépositaires autorité	22 813	21 856	- 957	- 4,2	20 847	- 1 009	- 4,6	19 418	- 1 429	- 6,9
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	186	228	+ 42	+ 22,6	177	- 51	- 22,4	82	- 95	- 53,7
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	274	199	- 75	- 27,4	181	- 18	- 9,0	295	+ 114	+ 63,0
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	158	216	+ 58	+ 36,7	174	- 42	- 19,4	236	+ 62	+ 35,6
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	1 002	941	- 61	- 6,1	1 012	+ 71	+ 7,5	1 165	+ 153	+ 15,1
107	Autres délits	63 125	62 927	- 198	- 0,3	66 142	+ 3 215	+ 5,1	73 416	+ 7 274	+ 11,0

Champ : Police nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

**Tableau 5-GN. Les faits constatés d'infractions n'appartenant pas à un des indicateurs de l'ONDRP enregistrés par la Gendarmerie Nationale en France métropolitaine sur 12 mois de mai 2012 à mai 2015 – Variations sur 12 mois en mai 2013, mai 2014 et mai 2015.**

Index	Faits constatés par la Gendarmerie Nationale* en France métropolitaine	Juin 2011 à Mai 2012	Juin 2012 à Mai 2013	Variations sur 12 mois entre Mai 2012 et Mai 2013		Juin 2013 à Mai 2014	Variations sur 12 mois entre Mai 2013 et Mai 2014		Juin 2014 à Mai 2015	Variations sur 12 mois entre Mai 2014 et Mai 2015	
				En nombre	En %		En nombre	En %		En nombre	En %
50	Atteintes sexuelles*	4 696	4 066	- 630	- 13,4	4 319	+ 253	+ 6,2	4 629	+ 310	+ 7,2
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité*	9 806	10 037	+ 231	+ 2,4	14 496	+ 4 459	+ 44,4	16 240	+ 1 744	+ 12,0
14	Violations de domicile	3 063	3 267	+ 204	+ 6,7	3 599	+ 332	+ 10,2	3 691	+ 92	+ 2,6
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	15 828	16 184	+ 356	+ 2,2	17 896	+ 1 712	+ 10,6	18 655	+ 759	+ 4,2
54	Non versement de pension alimentaire	8 146	8 919	+ 773	+ 9,5	9 294	+ 375	+ 4,2	8 985	- 309	- 3,3
72	Outrages à dépositaires autorité	5 765	5 625	- 140	- 2,4	5 824	+ 199	+ 3,5	5 861	+ 37	+ 0,6
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	290	269	- 21	- 7,2	305	+ 36	+ 13,4	234	- 71	- 23,3
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	225	206	- 19	- 8,4	192	- 14	- 6,8	137	- 55	- 28,6
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	568	883	+ 315	+ 55,5	825	- 58	- 6,6	633	- 192	- 23,3
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	1 376	1 517	+ 141	+ 10,2	1 804	+ 287	+ 18,9	2 235	+ 431	+ 23,9
107	Autres délits	31 198	37 863	+ 6 665	+ 21,4	39 106	+ 1 243	+ 3,3	38 858	- 248	- 0,6

Champ : Gendarmerie nationale

Source : état 4001 mensuel, DCPJ ; Révision à partir de l'état 4001 annuel, ONDRP

\* Les index d'infractions ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés.



# LA MAIN COURANTE

# LA MAIN COURANTE

Le dispositif de la main courante est en vigueur sur l'ensemble du territoire français dans les zones de compétence de la police nationale. Jusqu'au 14 septembre 2009, deux systèmes coexistaient : l'un pour toutes les circonscriptions de sécurité publique hors Paris (MCI SP) et l'autre pour Paris (MCI PP).

Avec la réforme de la préfecture de police du 14 septembre 2009, la Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) est née du mariage de la police urbaine de proximité de Paris et des Directions départementales de sécurité publique des trois départements de la petite couronne.

Suite à la création de la DSPAP, les données extraites de la main courante informatisée des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, qui étaient, jusqu'au 31 septembre 2009, comptabilisés dans l'état 3.1.2 de la main courante informatisée de la sécurité publique, sont à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2009, prises en compte par la préfecture de police de Paris.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2009, il existe donc toujours deux systèmes : l'un, la MCI DCSP pour toutes les circonscriptions de sécurité publique (hors Paris et les trois départements de la petite couronne), et l'autre, la MCI PP pour Paris et les trois départements de la petite couronne.

Toutefois, le parallélisme des nomenclatures rend désormais possible l'agrégation des données des deux MCI.

Il est rappelé que les déclarations d'usagers enregistrées dans la main courante peuvent, parallèlement, faire l'objet d'un enregistrement dans l'état 4001. En effet, un enregistrement en main courante n'exclut pas la rédaction d'un procès-verbal et la diligence d'une procédure judiciaire. Ainsi, après qu'un fait ait été signalé aux services de police, et fait l'objet d'un enregistrement en main courante, il peut faire l'objet d'une procédure, et sera alors comptabilisé dans l'état 4001.

En revanche, tous les faits enregistrés en MCI ne peuvent pas faire l'objet d'une comptabilisation dans l'état 4001 puisque ce dernier ne recense pas, par exemple, les procédures établies dans le cadre des délits routiers, de police administrative ou les infractions sanctionnées par des contraventions (toutes classes).

## La main courante informatisée (MCI) de la Sécurité publique et de la préfecture de police

		Mai 2015	Mai 2014
		nombre	nombre
<b>A</b>	<b>ACCIDENTS</b>	<b>1 162</b>	<b>1 407</b>
	A01 Accidents corporels de la route	210	238
	A02 Accidents matériels de la route	947	1 166
	A11 Accidents ferroviaires corporels	2	0
	A12 Accidents ferroviaires matériels	2	1
	A21 Accidents d'aéronefs corporels	0	0
	A22 Accidents d'aéronefs matériels	1	0
	A31 Accidents fluviaux corporels	0	0
	A32 Accidents fluviaux matériels	0	2
<b>B</b>	<b>ALERTES (bombes,...)</b>	<b>8</b>	<b>7</b>
	BAB Fausses alertes à la bombe	2	0
	BCD Colis ou enveloppes suspects non explosifs	2	4
	BDE Découvertes d'engins explosifs	3	3
	BCS Neutralisations d'engins explosifs	1	0
	BDA Alertes sur aéronefs (code à usage PAF)	0	0
<b>C</b>	<b>DECOUVERTES DE CADAVRES</b>	<b>47</b>	<b>44</b>
	CCR Homicides volontaires	0	1
	CNA Morts naturelles	29	37
	CSU Décès - cause suspecte	13	4
	CAC Décès - cause accidentelle	5	2

	DF0	Différends familiaux	4 088	4 554
	DF1	Différends entre époux / concubins	7 904	8 793
	DF2	Différends a/s garde des enfants	11 108	11 582
	DF3	Abandons de domicile familial	3 555	4 078
	DHA	Litiges a/s droit de l'urbanisme / habitation	769	946
	DCO	Litiges commerciaux	4 167	4 908
	DTR	Litige a/s droit du travail	1 369	1 690
	DPU	Rixes sur voies / lieux publics	629	692
	DUR	Différends entre usagers de la route	1 232	1 365
	DVO	Différends de voisinage	7 665	8 173
<b>E</b>	<b>EXPLOSIONS</b>		<b>2</b>	<b>2</b>
	EPU	Explosions dans établissements publics	0	0
	ECI	Explosions dans commerces ou industries	0	0
	EHA	Explosions dans habitations	0	0
	EVE	Explosions de véhicules	0	0
	ELA	Explosions dans autres lieux	2	2
<b>F</b>	<b>ALIENES</b>		<b>17</b>	<b>9</b>
	F00	Hospitalisations volontaires d'aliénés	7	4
	F01	Hospitalisations d'office d'aliénés	10	5
<b>G</b>	<b>SUICIDES ET TENTATIVES</b>		<b>37</b>	<b>52</b>
	G00	Tentatives de suicide - auteurs majeurs	29	39
	G01	Tentatives de suicide - auteurs mineurs	2	7
	G10	Suicides - auteur majeurs	6	5
	G11	Suicides - auteur mineurs	0	1
<b>J</b>	<b>OBJETS PERDUS / TROUVES</b>		<b>6 064</b>	<b>6 678</b>
	JPO	Pertes de documents officiels	4 648	5 051
	JAN	Pertes d'animaux	70	82
	JDV	Pertes d'objets mobiliers	663	814
	JTR	Objets trouvés	683	731
<b>I</b>	<b>INCENDIES</b>		<b>104</b>	<b>151</b>
	IEP	Incendies dans établissements publics	1	2
	ICI	Incendies dans commerces / industries	2	2
	IHA	Incendies dans habitations	11	22
	IPO	Feux de poubelles	46	37
	IVA	Incendies de véhicules	20	61
	ILA	Incendies autres lieux	24	27
<b>K</b>	<b>CRIMES ET DELITS</b>		<b>20 911</b>	<b>25 337</b>
	KDV	Dégradations de véhicules	558	717
	KDB	Dégradations de biens autres que véhicules	853	1 039
	KDM	Dégradations de mobilier urbain	67	86
	KDT	Tags	70	83
	KV0	Vols à main armée	3	7
	KV1	Vols	2 466	3 150
	KV2	Vols avec violences	37	35
	KV3	Vols avec effraction	81	98
	KV4	Vols de véhicules	101	120
	KV5	Vols à la roulotte	75	65
	KV6	Vols à l'étalage	23	35
	KV7	Grivèleries	44	73
	KP0	Coups et blessures	1 545	1 862
	KP1	Injures - menaces	6 506	7 901
	KP2	Violences ou outrages à agent investi d'une mission de service public	35	34
	KF1	Infractions à la législation sur le séjour en France	14	7
	KF2	Infractions à la législation sur les stupéfiants	54	58
	KF3	Infractions à la législation sur les professions réglementées	8	11

	KF4	Infractions à la législation sur le travail	8	10
	KF5	Ventes à la sauvette	7	3
	KF6	Ports ou détentions d'armes prohibées	19	22
	KA1	Infractions a/s animaux dangereux	51	88
	KR1	C-E-A, C-E-I	7	14
	KR2	Délits de fuite	88	123
	KR3	Autres délits routiers	102	117
	K98	Autres crimes ou délits	8 089	9 579
<b>M</b>	<b>MALADES</b>		<b>196</b>	<b>197</b>
	MVP	Malades - blessés sur la voie publique	61	59
	M01	Malades - blessés à domicile	51	48
	M99	Malades - blessés autre lieu	84	90
<b>N</b>	<b>NUISANCES ET TROUBLES DE L'ORDRE PUBLIC</b>		<b>9 902</b>	<b>11 074</b>
	N00	Tapages diurnes	155	179
	N01	Tapages nocturnes	702	832
	N02	Raves-parties	1	1
	N03	Troubles de voisinage	436	587
	N04	Perturbateurs - indésirables	3 353	3 531
	N11	Individus - véhicules suspects	1 084	1 035
	N12	Stockages d'armes ou de substances incendiaires	3	6
	N13	Stockages de stupéfiants	6	1
	N21	Troubles à l'hygiène ou à la salubrité	42	57
	N22	Pollutions	6	7
	N23	Dépôts d'immondices	38	50
	N30	Coups de feu	10	8
	N31	Jets de pétards	4	4
	N32	Jets de projectiles	75	56
	N33	Jets de substances incendiaires	1	3
	N40	Divagations d'animaux	125	162
	N50	Sans domicile fixe	16	4
	N60	Infractions au stationnement avec verbalisation	16	32
	N61	Infractions au stationnement avec mise en fourrière	3	10
	N62	Véhicules abandonnés sur la voie publique	18	13
	N63	Autres contraventions au code de la route	109	143
	N70	Stationnements irréguliers de nomades	8	7
	N80	Ivresses publiques et manifestes	15	9
	N90	Rodéos automobiles	9	6
	N98	Contraventions à la police des transports	10	14
	N99	Nuisances diverses	3 657	4 317
<b>O</b>	<b>DEGATS (eaux, gaz,...)</b>		<b>8</b>	<b>10</b>
	O00	Inondations suite à intempéries ou crues	2	0
	O01	Inondations suite à fuites	4	4
	O11	Dégâts suite à éboulements ou effondrements	2	3
	O12	Dégâts suite à intempéries	0	1
	O21	Fuites de gaz	0	2
<b>Q</b>	<b>AFFAIRES DE MŒURS</b>		<b>168</b>	<b>147</b>
	Q01	Exhibitions sexuelles	45	37
	Q10	Prostitution - racolage	3	4
	Q99	Autres infractions aux mœurs	120	106

<b>R</b>	<b>PERSONNES RECHERCHEES</b>	<b>1 785</b>	<b>1 968</b>
	RAD Recherches / Découvertes d'aliénés disparus	28	27
	RAP Recherches / Découvertes de majeurs disparus	312	345
	ROP Ouvertures de portes aux fins de recherches de	2	2
	REV Recherches / Découvertes de détenus évadés	4	7
	RMD Recherches / Découvertes de mineurs disparus	179	198
	RMF Recherches / Découvertes de mineurs en fugue	1 192	1 339
	RVD Recherches / Découvertes de personnes âgées disparues	22	9
	RPT Découvertes de personnes inscrites au FPR	13	8
	RPZ Découvertes de personnes recherchées cadre enquête	8	4
	RMA Fiches de mise en attention (code spécifique PAF)	3	2
	RAF Avis à famille	22	27
<b>S</b>	<b>ALARMES DANS ETABLISSEMENTS PUBLICS</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
	SB0 Fausses alarmes dans établissements bancaires	0	0
	SB1 Alarmes avec VAMA dans établissements bancaires	0	0
	SF0 Fausses alarmes à la Banque de France	0	0
	SF1 Alarmes avec VAMA à la Banque de France	0	0
	SP0 Fausses alarmes dans établissements de la Poste	0	0
	SP1 Alarmes avec VAMA dans établissements de la Poste	0	0
	ST0 Fausses alarmes dans agences Trésor Public	2	0
	ST1 Alarmes avec VAMA dans agences Trésor Public	0	0
	SA0 Déclenchements d'alarmes dans les Maisons d'arrêt	1	0
	SR0 Déclenchements d'alarmes dans des locaux de police	0	0
	SJ0 Déclenchements d'alarmes dans des tribunaux ou Cours d'Appel)	0	0
	SS0 Déclenchements d'alarmes dans des Préfectures - Sous-préfectures	0	0
<b>T</b>	<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
	TEC Accidents du travail corporels en entreprises	4	1
	TEM Accidents du travail mortels en entreprises	0	1
	TCC Accidents du travail corporels sur chantiers	1	5
	TCM Accidents du travail mortels sur chantiers	0	0
<b>V</b>	<b>ALARMES DANS LOCAUX PRIVES</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
	VL0 Déclenchements intempestifs d'alarmes locales	5	4
	VL1 Alarmes locales avec effraction	1	1
<b>W</b>	<b>VEHICULES VOLES</b>	<b>14</b>	<b>18</b>
	W01 Découvertes de véhicules quatre roues volés	7	8
	W02 Découvertes de véhicules deux-roues à moteur volés	5	10
	W03 Découvertes de véhicules mis en surveillance	2	0
<b>X</b>	<b>DECLARATIONS FANTAISISTES</b>	<b>193</b>	<b>270</b>
	X01 Déclarations sans suite (absence de faits en cours ou passés)	190	265
	X02 Déclarations fantaisistes aux fins de guet-apens à AFP	3	5
	<b>TOTAL</b>	<b>83 118</b>	<b>94 165</b>

Source : Main courante informatisée, DCSP